



ENTREPRISE ■ La section Loire Nord réclame la révision du modèle fiscal

Le Medef veut oser simplifier

Simplifier. Pour éviter la fuite des entreprises, avoir une vision d'avenir ou encore relancer la compétitivité de la France en Europe. Tel est le credo du Medef au sortir de son université d'été pour faire cesser le « défaitisme ambiant ».

Margaud Déclémy
margaud.declemy@centrefrance.com

« On a l'impression de piétiner, on n'a aucune lisibilité, les entreprises ont les bras qui tombent. » Ce constat, c'était avant. Avant l'université d'été du Medef à Jouy-en-Josas (Yvelines) où les représentants ligériens se sont déplacés fin août.

Sortis « reboostés » de l'université d'été

« On est ressortis reboostés après ces trois jours de tables rondes, de débats et de conférences. On est revenu avec des idées », annonce Véronique Guillot, présidente de la section roannaise du réseau Femmes chefs d'entreprises. « Avec une vision et non une boîte à outils », reprend Véronique Madelrieux, présidente du Medef Loire Nord.

« Oser et simplifier » sont



INVESTISSEMENT. Pour Véronique Madelrieux, présidente du Medef Loire Nord et Véronique Guillot, présidente de la section roannaise du réseau Femmes chefs d'entreprises, l'impôt sur les sociétés, plus élevé en France qu'ailleurs en Europe, vient freiner l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire national. PHOTO M.D.

les deux principaux axes de travail du syndicat patronal pour relancer la compétitivité. Oser, d'abord, pour garder les cerveaux et les entreprises sur le territoire. « Il ne s'agit pas simplement de proposer une non-réforme des retraites pour l'État, remarque Véronique Ma-

delrieux. On a besoin d'un combat bienveillant dans lequel les acteurs et partenaires des entreprises seraient impliqués. Il y a plein de choses à faire au niveau infrastructure, transport, numérique... Il faut trouver ensemble comment gérer. »

« La France, c'est 3.000 pages de code social, 153 taxes sur les entreprises »

Tout en facilitant la fiscalité des entreprises pour amener les groupes ou entrepreneurs étrangers à investir sur le territoire français, comme roannais. « 36 % d'impôts sur les so-

TERRITOIRE FORT

Le Medef Loire s'unit

Le Medef Loire Nord a pour projet de se rapprocher de la section du sud du département « tout en gardant nos spécificités locales », précise Véronique Madelrieux. L'objectif étant de faire de l'ouest Rhône-Alpes un « territoire fort ». « Dans les esprits de beaucoup, la région c'est Lyon, remarque la présidente de la zone nord. Mais ce n'est pas le cas, nos entreprises ont aussi de nombreux atouts à faire valoir. » Daniel Brechignac, délégué général du Medef Loire devrait ainsi consacrer « plus de temps » au nord du département, et notamment au Roannais.

ciétés en France contre 29 % ailleurs, le projet de loi de finance qui en envisage un nouveau... Tout cela vient freiner l'investissement dans le pays », analyse Véronique Madelrieux.

« Chez nous, c'est 3.000 pages de code social, 153 taxes sur les entreprises, dont certaines sont inutilisées ou inconnues des patrons. Les gens ont besoin d'un énarque pour comprendre ce que les énarques ont créé... Le propos n'est pas de lancer une guerre entre le monde de l'entreprise et l'administration mais d'envisager une simplification afin d'éviter l'asphyxie fiscale. Rendre tout ça plus lisible », poursuit la présidente du Medef Loire Nord pour qui la crise devrait être « l'opportunité de revoir ce modèle ». ▬

■ Dédiaboliser le chef d'entreprise

« Il faut arrêter de diaboliser le patron. La crise est peut-être l'opportunité de montrer que l'ennemi n'est pas à l'intérieur de l'entreprise », analyse Véronique Madelrieux, présidente du Medef. « Aujourd'hui, on respecte plus un joueur de foot ou une vedette de télé-réalité qu'un chef d'entreprise. On trouve normal qu'un candidat de Secret story gagne 150.000 € après un passage TV ; par contre un chef d'entreprise qui se verse 3.000 € par mois, cela choque. Il faut savoir que tous les chefs d'entreprise ne sont pas des Pinault. La plupart sont à la tête de PME et certains ne sont pas capables de se payer à la fin du mois. Il faut lever les tabous là-dessus », insiste-t-elle.